

Il n'y en aura donc pas un pour dire stop ?

Sylvie Goulard

Le Soir

18/02/2016

Il n'y en aura donc pas un ?

Il n'y aura donc pas un chef d'Etat ou de gouvernement d'un pays européen, petit ou grand, fondateur ou tard venu, pour dire haut et fort que l'Union européenne n'est pas à la hauteur des défis qu'elle affronte ? Pas un pour dire stop et proposer un autre chemin ?

La consolidation de la zone euro comme la réforme approfondie de l'espace Schengen sont incontournables. Le bien être des peuples européens, leur sécurité, leurs rapports avec un voisinage de plus en plus instable appellent des mesures d'une ampleur nouvelle. Les chefs d'Etat et de gouvernement persistent pourtant à croire qu'ils peuvent s'en tenir au statu quo.

Lorsqu'ils invoquent les réticences d'opinions auxquelles, depuis des années, ils n'ont rien proposé de constructif, lorsqu'ils pleurent encore sur le lait renversé lors de référendums organisés en dépit du bon sens, nos responsables cherchent des prétextes. Ils confondent la cause des problèmes, qui tient à leur propre indécision, et leur conséquence, le désarroi des opinions.

Il est devenu assez commun de croire que « faire de la politique » consiste simplement à gagner des élections ou garder le pouvoir. Encore faudrait-il se poser de temps en temps la question du bien commun, en 2016, dans le monde tel qu'il est. Encore faudrait-il anticiper et agir au lieu de réagir à l'actualité ou aux intempéries.

Que les peuples aient un horizon essentiellement national voire égoïste n'a rien de surprenant. En déduire que la construction européenne est désormais impossible revient en revanche à dévoyer la démocratie. Il appartient aux dirigeants d'entraîner les opinions publiques. C'est plus facile si le but du voyage est connu, assumé. La manière dont le Conseil européen pilote à vue est anxiogène.

Les responsables actuels ont hélas tendance à confondre le bac à sable où ils jouent à piquer la pelle du petit camarade et le terrain de jeu du monde réel. Pour les entreprises, les réseaux sociaux et même les criminels, c'est la planète entière, rétrécie et compétitive, qui est l'horizon pertinent. Le reste du monde se moque bien des prochaines élections dans une région de la zone euro. Le confort des équipes en place et les rentes de situation nationales devraient être vus pour ce qu'ils sont : les avantages d'un cartel de nantis, prompts à se payer sur la bête. Si certains croient qu'il existe encore des élites pro européennes prêtes à faire l'Europe dans le dos des peuples, ils sont en retard de quelques décennies.

En d'autres termes, ce n'est pas le Conseil européen qui décrète la souveraineté. Un organe qui ne met même pas en œuvre ses propres décisions ferait bien de faire preuve de plus d'humilité.

La souveraineté doit s'apprécier au cas par cas, le niveau d'action approprié pouvant varier. Encore faut-il, dans cette démarche, ne pas se tromper d'adversaire. Car les Européens, comme le démontre l'extravagant projet d'accord avec les Britanniques, sont en train de se tirer dans les pieds : la question est-elle vraiment de se protéger contre « Bruxelles », de défendre les droits des Parlements nationaux contre le Parlement européen, de conforter les superviseurs financiers nationaux contre le marché intérieur, de privilégier les nationaux contre les migrants intra-communautaires ? Ou est-ce au contraire de serrer les rangs, sans aveuglement nationaliste, de bâtir une « équipe d'Europe » solide, de créer - enfin ! - une démocratie supranationale dotées des moyens d'agir, de se doter d'un marché dont l'échelle conforte nos entreprises industrielles et financières ?

Esquiver cette question, comme s'escrime à le faire le Conseil européen et, avec lui hélas, une partie des institutions européennes largement tétanisées, revient à acheter les discours de pacotille des eurosceptiques et à fourrer plus encore la tête dans le sable. Les problèmes graves que connaît l'UE, engagée dans un bouleversement mondial séculaire, ne disparaîtront pas d'eux-mêmes. Sans sursaut, c'est l'édifice européen tout entier qui est menacé.

Enfin il est honteux d'abuser les peuples en faisant croire que, pour éviter la sortie du Royaume-Uni, on peut redéfinir les conditions de la vie commune, régies par des traités, sans changer ces traités. Il est navrant que la Commission, censée en être « la gardienne », cautionne un accord de droit international à la nature incertaine. A ce stade, personne ne sait s'il sera contraignant ou interprétatif, ni dans quelle mesure il interfère avec le droit interne. Par exemple, soit il répond aux demandes britanniques visant à supprimer l'ambition d'une « union sans cesse plus étroite », vidant par là les traités de leur contenu, soit il est purement déclaratoire, au mépris du peuple anglais.

En tout cas, ceux qui pensent clarifier la relation des Britanniques avec les autres peuples européens en étouffant toute discussion, en faisant voter les uns et taire les autres, commet une erreur stratégique.

Sous nos yeux, l'Europe unie est en train d'être assassinée. Et pas un seul ne bouge.